

POSITION de SIMA-KIVU,asbl

Soutien aux Initiatives des Mouvements Actifs du Kivu

CONFERENCE:

LE ZAIRE

Washington, le 15/01/1997

SIMA KIVU est une association réunissant les ressortissants des Provinces zairoises du Nord-Kivu, du Sud Kivu et du Maniema de même que leurs sympathisants vivant en Belgique. Elle est donc très directement concernée par la situation qui prévaut actuellement dans cette partie du Zaïre ainsi que par les évolutions qu'elle pourrait provoquer.

Bien qu'intellectuellement intéressante, l'initiative américaine d'organiser une conférence en dehors du Zaïre, sur le Zaïre et sans orateur Zaïrois se présente cependant comme une erreur de plus de la politique extérieure des USA. L'histoire et l'expérience ont toujours montré qu'en matière politique ou simplement humaine on ne résout jamais durablement un problème sans la participation active de ceux qui sont ou se sentent directement touchés par ce problème.

SIMA KIVU attire l'attention du Département d'état américain et de l'institut américain pour la Paix sur la complexité de la crise zairoise et exprime ci-dessous son opinion sur chacune des questions qui seront discutées par les conférenciers.

1. a. Que reste-t-il de l'état zairois ?

L'Etat zairois existe. Certes, il ne joue plus aujourd'hui le rôle qui devait être le sien, à savoir celui de créer et de garantir les conditions du bien-être des populations à travers une administration fiable et véritablement publique. Mais un Etat n'est jamais statique. Il se crée et s'entretient continuellement. De même qu'il dépend des institutions mises en place et des hommes qui les animent, de même son évolution dépend, pour une part au moins, de diverses influences extérieures et surtout de la capacité de ses dirigeants à les gérer pour l'intérêt des populations. Au regard de la crise qui secoue le Zaïre aujourd'hui et dont l'origine remonte loin dans le passé, on peut malheureusement constater que les dirigeants qui ont eu à présider aux destinées de ce pays ont lamentablement failli à leur mission essentielle pour diverses raisons certes différentes mais liées.

L'Etat zairois a été détourné de ses missions de base depuis bien longtemps. Créé en 1908, l'Etat Indépendant du Congo fut un Etat au service de la puissance colonisatrice et non au service des populations locales. De 1960 à 1990, le Zaïre fut un Etat au service du bloc occidental dans une guerre d'influence idéologique qui n'était nullement celle de son peuple. Du moment que l'intérêt idéologique était bien servi et garanti, la gestion interne du pays ne pouvait plus intéresser ceux-là mêmes qui se font passer aujourd'hui pour les donneurs des leçons en matière de respect des droits de l'homme et de démocratie.

Or, depuis la fin de cette guerre dite froide avec la chute du mur de Berlin, le Zaïre a cessé d'être un pion intéressant pour les occidentaux et se trouve aujourd'hui dans une situation d'abandon qui a aggravé la déliquescence de l'Etat.

Cependant, en dépit de cette situation on ne peut nier l'existence d'un Etat au Zaïre. L'Etat zaïrois existe, d'abord, à travers un territoire dont les limites le distinguent d'autres territoires et le qualifient et à travers des institutions qui organisent tant bien que mal ce territoire. Il existe, ensuite et surtout, dans les cœurs des Zaïrois une volonté commune et inébranlable de vivre et d'évoluer ensemble.

b. Dans quelle mesure subsiste-t-il une identité nationale ?

Les événements du Kivu ont prouvé qu'il existe encore au Zaïre une identité nationale. Comme tout homme, le Zaïrois a besoin d'une identité qu'il ne peut obtenir autrement qu'en appartenant à une communauté politique reconnue. Mais ce sentiment d'appartenir à une nation ne contredit pas chez le Zaïrois son sentiment d'appartenir en même temps à une ethnie ou à une province. D'où la volonté partagée aujourd'hui par la plupart des Zaïrois d'appartenir à Etat fédéral mais uni.

Beaucoup de facteurs renforcent et continueront de renforcer chez les Zaïrois le sentiment national. Il s'agit, en premier lieu, de la conviction générale que les événements du Kivu sont le résultat d'un complot international. En d'autres termes, les Zaïrois sont de plus en plus convaincus de l'existence d'un ennemi extérieur commun qu'est la coalition Rwando-ugando-burundaise orchestrée par des Occidentaux et leurs alliés et dont la visée inavouée est de faire éclater le Zaïre pour leurs divers intérêts. Les Zaïrois accusent les Américains de vouloir faire implorer le Zaïre dans le but de soumettre des régions minières et de les faire dépendre politiquement des pays voisins dont ils ont déjà le contrôle.

Ensuite, les Zaïrois sont convaincus que face à des pays voisins hostiles, seule l'unité de la nation zaïroise couplée avec une armée nationale forte peut les défendre et les protéger. Ils sont également conscients qu'une multitude de petits Etats enclavés les uns les autres ne permettrait à aucun de se développer.

Bref, l'identité nationale zaïroise s'affirme et se confirme sans cesse suite aux différents traumatismes subis depuis l'indépendance de voir les puissances occidentales oeuvrer à la destruction de tout germe de légalité et d'empêcher l'émergence d'une société nouvelle auto-déterminée par les valeurs démocratiques respectueuses des valeurs propres.

2. Quel rôle pourrait jouer le Zaïre après l'ère mobutiste ?

La question qu'on peut se poser en premier lieu est celle de savoir par rapport à qui et en faveur de quelle cause le Zaïre pourrait-il jouer ce rôle. Si c'est par rapport aux Occidentaux, il faut craindre pour eux que le Zaïre, mûri par les derniers événements et par le soutien apporté aux agresseurs contre lui, n'accepte plus de jouer aucun rôle en leur faveur.

Par contre, compte tenu de sa position stratégique au coeur de l'Afrique et de ses immenses ressources, le Zaïre est appelé à jouer un rôle certain en Afrique Centrale. De son évolution, positive ou négative, dépendra celle des autres Etats de la région.

Négativement, la dégradation ou l'éclatement du Zaïre pourraient entraîner de graves conséquences que les alliés d'aujourd'hui et qu'aucune puissance ne pourraient contenir. Il suffit de penser à la question des frontières pour mesurer l'ampleur et la complexité de la question zaïroise posée du point de vue régional.

Positivement, le rétablissement d'une bonne administration, la restauration d'une autorité politique, consciente de ses engagements, l'envol économique, la stabilité monétaire et l'assurance d'une sécurité des personnes et de leurs biens, bref l'amélioration des conditions de vie des populations zaïroises, tout cela doit être considéré comme la base du rôle géopolitique nécessaire pour la stabilité interne du Zaïre et celle de ses voisins.

Somme toute, l'ère post-mobutiste est fort attendue par la quasi-totalité des Zaïrois et des Zaïroises déterminés à construire un Etat zaïrois économiquement prospère, politiquement cultivé, socialement équilibré et culturellement respectueuse de ses valeurs propres.

3. La restructuration de l'armée

La restructuration de l'armée est aujourd'hui ressentie comme un besoin à la fois urgent et réel. En effet, l'armée zaïroise est l'émanation de l'ancienne force publique formée à la répression et non à la défense et à la sécurité du pays. Avec la dictature, toute sa démarche a été construite autour d'une logique de protection de la personne d'un seul individu et non du pays. De sorte que les opérations de recrutements et de promotion ont toujours privilégiés les critères régionaux, ethniques, voir même claniques.

Seule la démocratisation du pays et de ses institutions permettra une vraie restructuration de l'armée zaïroise. Alors, les recrutements ainsi que les promotions pourraient s'effectuer avec plus d'objectivité en privilégiant le mérite et la compétence.

Cette restructuration doit absolument passer par la tenue des Etats Généraux de l'armée tels que recommandés par la Conférence Nationale Souveraine.

En rapport avec cette redéfinition, il est nécessaire de prendre en compte le rééquilibrage par la représentativité régionale. En sus, il apparaît clairement que la restructuration de l'armée zaïroise ne peut aboutir que si elle rétablit le respect de la discipline militaire et la conscience professionnelle considérées comme éléments clés pour restaurer la confiance -actuellement gâchée - entre le peuple et son armée.

Bref, nous réaffirmons la nécessité du fonctionnement démocratique des institutions nationales à travers lesquelles l'armée devra être gérée de manière à retrouver son rôle premier à savoir la défense du territoire national et des intérêts de la nation.

4. Quels sentiments et quelle dynamique internes prévalent aujourd'hui au Kivu, Shaba, Kasai et Bas-Zaïre ?

Il faut avant tout souligner la situation particulière dans laquelle se trouve actuellement plongé le Kivu depuis le déclenchement de la guerre dans cette région. Les ressortissants de cette province ont le sentiment d'être envahis et occupés par le pouvoir de Kigali appuyé par une coalition extérieure

burundo-ougandaise sous l'instigation et avec le soutien à peine voilé des Américains. Ils sont convaincus que cette opération n'aurait pas pour unique but d'affaiblir le pouvoir central zaïrois mais de permettre au Rwanda de s'étendre géographiquement.

Dans les provinces du Kivu prévaut également le sentiment que Monsieur Laurent Kabila n'est qu'un simple pion utilisé par l'envahisseur pour voiler des visées hégémoniques certaines. Face à l'envahisseur, les ressortissants de cette région ont le sentiment d'être abandonnés à la fois par le pouvoir de Kinshasa et par la communauté internationale.

L'assassinat de plusieurs personnalités du Kivu par l'occupant mandais a provoqué un sentiment général d'amertume, de haine et de vengeance qui rend difficile dans un proche avenir toute cohabitation entre Zaïrois et Ruandais ou Burundais.

Les ressortissants du Kivu s'organisent pour se défendre, et chasser hors de leur territoire l'envahisseur.

Les ressortissants du Kivu ont également le sentiment d'être victime de leur sens d'hospitalité. Désormais, ils ne se laisseront plus jamais prendre et auront un regard tout différent sur leurs voisins ainsi que sur le pouvoir central. C'est pourquoi, ils sont déterminés à tout faire pour changer complètement le mode d'organisation et de gestion de l'Etat au Zaïre. Ils veulent plus d'autonomie dans la conduite des affaires de leur région, mais dans le cadre d'un Etat zaïrois qui doit rester uni, fort et indivisible.

S'agissant des provinces du Shaba, du Kasai et du Bas-Zaïre, elles nourrissent le même sentiment de méfiance à l'égard des USA. Elles ont appris la leçon du Kivu et ne céderont plus aux tentations américaines de la division du Zaïre qui n'aurait d'autre effet que de les affaiblir face à leurs voisins.

Comme le Kivu, toutes les autres provinces du Zaïre aspirent à plus d'autonomie de gestion à l'intérieur d'un Etat uni, fort et indivisible capable de mieux défendre ses intérêts face aux menaces extérieures de plus en plus pressantes. C'est pourquoi, elles restent attachées aux résolutions de la Conférence nationale qui a opté pour un Etat fédéral et démocratique.

4. Un référendum ainsi que des élections nationales en 1977 peuvent-ils revitaliser la transition moribonde au Zaïre ?

C'est un non-sens que de parler d'élections nationales alors que de fait l'intégrité nationale n'existe plus parce que la partie orientale du pays est sous occupation extérieure. En même temps, il n'y a aucune garantie pour le respect des règles du jeu démocratique par toutes les parties qui seront engagées dans cette course électorale. En outre, une vraie élection démocratique exige au minimum l'identification et le recensement des populations. Cette identification et ce recensement, qui n'ont à ce jour débuté nulle part, sont actuellement impossibles tant la guerre a déplacé beaucoup de citoyens zaïrois à en dehors des frontières. En plus, comment imaginer des élections démocratiques au Zaïre dès lors que toute la partie orientale du pays a vu sa population massivement gonflée de réfugiés et d'occupants étrangers ?

Vouloir organiser des élections au Zaïre dans ces conditions aura pour effet, non de redynamiser la transition, mais de la rendre au contraire encore plus moribonde. Cela confirmerait davantage le

sentiment qu'ont les Zaïrois que le processus de démocratisation de la vie politique zaïroise n'est voulu ni souhaité par le régime en place, et encore moins par les puissances occidentales.

En définitive, nous réaffirmons que ni les élections, ni le référendum ne peuvent revitaliser la transition au Zaïre sans que les pouvoirs publics fassent preuve d'une volonté politique d'instaurer et de faire respecter un minimum de légalité. La Conférence Nationale Souveraine y a substantiellement travaillé et tout zaïrois acquis à la nécessité du processus démocratique doit nécessairement s'y référer.

5. Quel est l'impact des pays voisins dans la crise interne au Zaïre ?

La crise interne au Zaïre était jusque là une crise d'ordre socio-économique et politique. Ce sont les pays voisins et notamment le Rwanda et le Burundi qui, ayant volontairement déplacé leurs conflits politico - ethniques vers le Zaïre, auront transformé ainsi cette crise purement zaïroise et interne en une crise externe armée et sanglante.

L'impact des pays voisins sur la situation du Zaïre est donc certain. Déjà confronté à de graves difficultés d'ordre socio-économique, le Zaïre doit aujourd'hui supporter le poids financier de l'effort de guerre alors qu'il vit dans une économie de survie.

Sur le plan politique, cette situation provoquée par les pays voisins a pour effet de bloquer le processus démocratique. Il ne serait pas étonnant que la dégradation de la situation dans la partie orientale du Zaïre ne donne un prétexte aux militaires de reprendre le pouvoir comme c'est le cas actuellement au Burundi.

L'intrusion des pays voisins dans les affaires du Zaïre aura enfin non pas l'effet attendu, c'est-à-dire celui de diviser le Zaïre pour mieux y régner, mais l'effet contraire, c'est-à-dire celui de consolider l'identité nationale et faire naître un sentiment anti-américain, anti-rwandais,.. et contre tout autre complice encore totalement voilé.

L'agression du Zaïre par des pays voisins a fini par consolider l'identité nationale.

Pour Sima-Kivu

Muonqo Wa Shabahanga

Cishambo Ruhoya